

## **Journées d'études internationales DAP**

*« Aménagement des peines privatives de liberté : l'exécution de la peine autrement »*

Jeudi 3 novembre 2011

---

Monsieur le procureur général, Jean-Olivier Viout,

Mesdames, Messieurs les magistrats,

Mesdames, Messieurs les élus,

Messieurs les directeurs et sous-directeurs,

Mesdames, Messieurs les enseignants-chercheurs,

Mesdames, Messieurs les agents de l'administration pénitentiaire,

Mesdames, Messieurs,

Je suis ravi d'être avec vous aujourd'hui sur ce thème, qui me tient à cœur, de l'aménagement des peines privatives de liberté. J'ai, en effet, placé cette question au cœur de mes priorités d'action.

Que ces journées d'études internationales, organisées par la direction de l'administration pénitentiaire, aient reçu le concours de l'Ecole de droit de Sciences Po et réunissent des intervenants de tous horizons (juristes, historiens, sociologues, praticiens...), témoigne de la richesse de la question.

Ces journées d'études croiseront les expériences nationales et étrangères, je m'en réjouis car c'est en comparant nos modèles, en tirant les enseignements des différentes pratiques que nous pourrons toujours améliorer notre politique d'exécution et d'aménagement des peines.

Je veux saluer aussi la présence de Monsieur le sénateur Jean-René LECERF et de Monsieur le député Dominique RAIMBOURG. Vous avez placé, messieurs, la lutte contre la récidive au cœur de vos travaux. Votre expertise et vos propositions ne manqueront pas de nourrir le débat de ces journées.

Les enjeux pratiques des aménagements de peines sont considérables. Aujourd'hui, en France, plus de 72.000 personnes sont écrouées (dont 64 000 sont incarcérées) mais plus de 175 000 personnes sont suivies en milieu ouvert par les personnels des services pénitentiaires d'insertion et de probation sous le contrôle des magistrats de l'application des peines.

S'il a connu, en quelques années, un développement remarquable, l'aménagement des peines n'est pas une question nouvelle, la première mesure de cette nature est apparue à la fin du 19<sup>ème</sup> siècle avec la création de la libération conditionnelle.

Aujourd'hui, l'aménagement de peines s'impose comme une priorité, en raison notamment de son efficacité pour la réinsertion du condamné et la lutte contre la récidive. Si l'emprisonnement vient sanctionner une transgression de la loi pénale, son aménagement permet que le temps d'exécution de la peine soit un temps utile à la construction d'un projet d'avenir.

Le prononcé de la peine poursuit, en effet, plusieurs préoccupations :

- la sanction tout d'abord,
- l'indemnisation des victimes ;
- la prévention de la récidive ;
- la réinsertion sociale du condamné.

Aucune de ces quatre exigences ne doit n'est à négliger, développer les aménagements peines nous permet de conjuguer ces quatre éléments essentiels.

Cette politique constitue, par ailleurs, au côté du programme ambitieux et continu d'agrandissement de notre parc pénitentiaire, un moyen efficace de lutter contre les effets négatifs de la surpopulation carcérale.

Nous savons que pour mieux lutter contre la récidive, nous devons diversifier nos réponses à la délinquance, en définissant les peines les mieux adaptées au profil des condamnés. C'est une évidence, l'incarcération n'est pas toujours la meilleure

réponse à l'acte de délinquance, je crois même, et la loi pénitentiaire de 2009 ne dit pas autre chose, que l'emprisonnement ne doit être retenu qu'en dernière extrémité.

### 1. C'est pourquoi nous avons souhaité **développer les aménagements de peines.**

La loi pénitentiaire du 24 novembre 2009 a ainsi fait de l'aménagement de peine une priorité : érigeant en principe l'exécution de la peine d'emprisonnement dans le cadre d'un aménagement peine, **dès lors que la personnalité et la situation du condamné le permettent.**

Ainsi, un tel aménagement peut bénéficier au condamné libre mais aussi au détenu. Cet aménagement permet alors de prévenir les sorties « sèches » : préparer la libération, l'accompagner est essentiel pour limiter les risques de récidive.

Parce que l'aménagement de peine est une réponse adaptée, qui a su faire la preuve de son efficacité, le champ des condamnés concernés a été considérablement élargi : le **seuil d'octroi a ainsi été relevé de un à deux ans, sauf pour les personnes** condamnées en état de récidive légale.

### 2. Il faut savoir donner leur chance aux condamnés qui manifestent leur volonté de s'en sortir.

C'est pourquoi, toute implication durable dans un projet sérieux d'insertion ou de réinsertion de nature à prévenir la récidive, peut désormais servir de fondement à un aménagement de peine.

La loi a ainsi élargi les critères d'octroi de la mesure. **Dans un contexte de crise économique, l'exigence d'avoir un emploi est apparue trop restrictive, alors même que des condamnés pouvaient être en recherche active d'emploi encadrée par des structures spécialisées ou encore s'investir dans d'autres projets** dans le domaine caritatif ou humanitaire. Nous avons voulu qu'à ceux-là aussi, l'aménagement de peine puisse être ouvert.

Ces dispositions nouvelles traduisent juridiquement l'action forte menée depuis plusieurs années par le ministère de la Justice et des Libertés en faveur des aménagements de peines pour une meilleure réinsertion dans la société.

Grâce à ce nouveau cadre légal et à un fort engagement sur le terrain, les aménagements peines se sont considérablement développés. Les chiffres en la matière sont éloquentes : actuellement, sur les 55 375 personnes condamnées écrouées, près de 10 000 exécutent une peine aménagée, soit près de 18 %, contre 11,3% il y a trois ans. Le nombre de personnes bénéficiant d'un aménagement de peine sous écrou a augmenté de 29% entre le 1<sup>er</sup> octobre 2010 et le 1<sup>er</sup> octobre 2011.

3. Ces chiffres traduisent l'effort important qui a été mené en faveur du développement des aménagements de peines. L'administration pénitentiaire a également recours à l'innovation technologique. Le placement sous surveillance électronique est une mesure particulièrement souple dans sa mise en œuvre : il peut bénéficier à un condamné qui travaille loin d'un centre de semi-liberté ou à des horaires atypiques. Il permet le maintien des liens familiaux, essentiels à la prévention de la récidive. J'ai souhaité que ce dispositif qui préserve la sécurité mais constitue une chance pour le condamné soit développé. Aujourd'hui, 7 111 personnes bénéficient d'un PSE, soit une augmentation de près de 40% depuis un an.

Mais notre politique d'aménagement de peines, ce sont aussi les mesures de semi-libertés, dont bénéficient aujourd'hui 1867 personnes, le placement à l'extérieur qui concerne 987 personnes, et bien sûr les libérations conditionnelles qui connaissent une augmentation notable ces dernières années.

**4. Pour produire tous ses effets, cette politique d'aménagement des peines doit reposer sur une concertation et une collaboration étroites entre tous les acteurs du terrain** : juge de l'application des peines, procureur de la République et directeur fonctionnel du service pénitentiaire d'insertion et de probation.

Cette coopération est essentielle. C'est en mettant en commun l'information, en assurant le suivi des mesures, que nous construisons de véritables parcours d'exécution des peines. L'expérience l'a montré, ce travail est la garantie d'une meilleure individualisation de la peine, et en particulier de son adaptation à la personnalité du condamné. Ce travail est crucial pour mieux prévenir la récidive.

Dans cette perspective, il est capital de donner aux magistrats qui prennent la décision tous les éléments susceptibles de la fonder. C'est ainsi que le travail pluridisciplinaire conduit par le centre national d'évaluation de Fresnes doit être salué. Il permet sur une période de plusieurs semaines un examen approfondi des condamnés candidats à un aménagement. Nous venons d'ouvrir à Réau une seconde structure de ce type et à cette occasion, le président de la République a annoncé la création de nouveaux centres dans le cadre de la loi de programmation sur l'exécution des peines

Je me réjouis que vous ayez réservé une partie de vos échanges à la question de la coordination des politiques judiciaires et pénitentiaires. Les expériences locales innovantes qui vous seront présentées sont, à cet égard, autant d'exemples pour améliorer nos politiques.

\*\*\*

Toutes ces questions, dont je viens d'évoquer les grandes lignes seront, je le sais, au cœur de vos débats.

Vous avez choisi de porter un regard rétrospectif sur ces politiques d'aménagement de peines, mais vous avez aussi voulu regarder vers l'avenir. Je vous remercie de cette initiative, et je suis ravi que de telles réflexions s'engagent en croisant l'analyse d'universitaires, de praticiens et d'élus : c'est par cet échange continu entre la pratique et la recherche que nous pourrons tracer de nouvelles perspectives – qui nous permettront de toujours améliorer nos politiques pénales et pénitentiaires.

Je vous souhaite de fructueux échanges.